

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/10104]

21 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 3, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1955 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 61.965/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les modifications suivantes sont apportées :

- le 7° est complété par les mots « à l'exception des manifestations récréatives, sportives ou touristiques »;

- il est complété par les 8°, 9°, 10° et 11° rédigés comme suit :

« 8° plancher de pêche : le plancher de pêche et son infrastructure d'accès;

9° embarcadère : l'embarcadère et son infrastructure d'accès;

10° stationnement de bateau : le stationnement du bateau et son infrastructure d'accès en ce compris la boîte aux lettres;

11° bateau à usage mixte : le bateau à usage de logement et à usage commercial. ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « par demandeur » sont insérés entre les mots « est levé » et les mots « en raison de »;

b) dans le paragraphe 5, l'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les œuvres d'art et les stèles commémoratives »;

c) dans le paragraphe 5, alinéa 3, la phrase « Lorsque l'autorité gestionnaire assortit l'autorisation d'un plan, des frais de gestion de documents cartographiques sont dus, à la délivrance du titre » est remplacée par la phrase « Des frais de gestion de documents cartographiques sont dus à la délivrance du titre »;

d) il est complété par un paragraphe 16 rédigé comme suit :

« § 16. La superficie du bateau consacrée à des activités commerciales fait l'objet d'une déclaration sur l'honneur par le permissionnaire et est déterminée en m². Le gestionnaire peut contrôler l'exactitude de cette déclaration ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 janvier 2014, 26 mars 2015 et 12 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° dans le cadre de missions d'intérêt public par les services publics, les organismes d'intérêt public et leurs fournisseurs »;

b) le paragraphe 1^{er} est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° pour les œuvres d'art »;

c) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La redevance est annuelle et non fractionnable; toutefois, lorsque le domaine concerné par l'autorisation a été remis en gestion, par l'autorité gestionnaire, à un tiers et que ce dernier réclame des redevances aux mêmes permissionnaires, pour la même période, la redevance régionale peut être fractionnée au prorata des mois d'occupation effective.

Elle prend cours à la date inscrite dans l'autorisation.

Si dans le délai d'un an à dater de l'introduction de la demande, l'autorisation n'a pas été délivrée alors que tous les documents nécessaires ont été fournis à l'autorité gestionnaire par le demandeur, la redevance portant sur l'année de la demande et, le cas échéant, celles des années antérieures, ne sont pas dues ».

Art. 4. Dans l'article 6, § 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Montant de la cautionnement » sont remplacés par les mots « Montant du cautionnement ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Un montant de 15 euros à titre de frais est dû en cas de mise en demeure pour non- paiement.

A défaut de paiement de la redevance dans les trente jours suivant la date reprise dans la mise en demeure, les sommes dues sont recouvrées par voie de contrainte sans préjudice du droit pour la Région wallonne de mettre fin à l'autorisation. ».

Art. 6. L'article 10, § 3, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de renon dans le mois d'anniversaire de l'échéance de la redevance, celle-ci n'est pas due ».

Art. 7. Dans l'annexe du même arrêté, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 janvier 2014 et 26 mars 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le tableau « Occupations de terrains » est remplacé par ce qui suit :

| Occupations de terrains | |
|---|---|
| Type agricole, piscicole ou forestier : pâtures, herbages, bois, frayères, etc. | Revenu cadastral multiplié par le coefficient de fermage |
| Panneau publicitaire : | |
| - superficie hors tout égale ou inférieure à 15 m ² | 1 000/face d'affichage |
| - par m ² supplémentaire | 100/face d'affichage |
| Enseignes commerciales | 500/an |
| Jardins d'agrément | 0,10/m ² /an |
| Activités de loisirs/sportives/nautiques | 0,10/m ² /an |
| Activités commerciales HORECA | 10/m ² |
| Activités commerciales hors HORECA : | |
| - superficie inférieure ou égale à 20 m ² | 20/m ² |
| - superficie supérieure à 20 m ² et inférieure ou égale à 200 m ² | 400 pour les 20 premiers m ² + 5/m ² excédant |
| - superficie supérieure à 200 m ² | 1 300 pour les 200 premiers m ² + 0,33/m ² excédant |
| Panneau indicateur | 62/panneau |
| Aires de stationnement | 1,25/m ² |
| Autres | 0,50/m ² |
| Chantiers navals | 0/m ² |

2° dans le tableau « Circulations sur les chemins de service », les mots « Circulation des riverains privés enclavés y compris les bateliers » sont remplacés par les mots « Circulation des riverains privés enclavés et leurs fournisseurs y compris les bateliers »;

3° dans le tableau « Rejets », le mot « Rejets » est remplacé par les mots « Rejets et prises d'eau »;

4° le tableau relatif aux « Canalisations, câbles, conduites (y compris en amont des rejets et en aval des prélèvements d'eau) », est remplacé par ce qui suit :

| Canalisations, câbles, conduites (y compris en amont des rejets et en aval des prélèvements d'eau) (1) ** | |
|--|---------------------|
| Conduites transversales | 1,00/m courant |
| Conduites longitudinales (souterraines ou aériennes) | 0,25 /m courant |
| si Ø > 1 m : | 2,5/mct * (Ø + 3) |
| Bâtis lourds (équipement annexe) | 5,00/m ² |
| Canalisations, câbles et conduites dans/sur/sous les ponts et passerelles déjà autorisés au permissionnaire. | 0,00 |

5° le tableau « Installations diverses : pontons, appontements, embarcadères, planchers de pêche, pont, passerelles, escaliers, appareils de chargement et de déchargement, voies ferrées, occupation des murs de quais, Ducs d'Albe », dans la partie « Murs de quai », les mots « l'impétrant » sont remplacés par les mots « le permissionnaire » et les mots « de l'impétrant » sont remplacés par les mots « du permissionnaire »;

6° le tableau « Occupations du plan d'eau » est remplacé par ce qui suit :

| Occupations du plan d'eau | |
|---|---|
| Bateaux à usage de logement ou à usage non commercial - en zone équipée par la Région | 2/m ² |
| Bateaux à usage de logement ou à usage non commercial - en zone non équipée par la Région | 1,20/m ² |
| Bateaux à usage commercial - en zone équipée par la Région | 10/m ² |
| Bateaux à usage commercial - en zone non équipée par la Région | 8/m ² |
| Bateaux à usage mixte - en zone équipée par la Région | $S_c/S_{util} * 10,00 + S_{loge}/S_{util} * 2,00/m^2$ |
| Bateaux à usage mixte - en zone non équipée par la Région | $S_c/S_{util} * 8,00 + S_{loge}/S_{util} * 1,20/m^2$ |
| Bateaux d'entrepreneurs et momentanément sans utilisation | 1,50/m ² |
| Gares d'eau | 0,50/m ² |
| Occupation ou réservation du plan d'eau devant embarcadère : | |
| Bateaux de plaisance de 0 à 10 m : | 50 |
| Bateaux de plaisance de 10 à 20 m : | 100 |
| Piste de slalom | 0,10/m ² de la première à la dernière bouée. |

(Formule de calcul pour les bateaux à usage mixte reprise en annexe à l'arrêté)

7° le tableau « Redevance minimale » est remplacé par ce qui suit :

| | |
|--|----|
| Redevance minimale | |
| Minimum des redevances par permissionnaire | 30 |

8° un tableau intitulé « Redevance applicable aux autorisations visant des manifestations récréatives autorisées sur le domaine public pour lesquelles des agents régionaux effectuent des prestations en dehors des heures de travail » rédigé comme suit est ajouté :

| | |
|---|----------|
| Redevance applicable aux autorisations visant des manifestations récréatives autorisées sur le domaine public pour lesquelles des agents régionaux effectuent des prestations en dehors des heures de travail | |
| Redevance forfaitaire | 100/jour |

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 2 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 9. Le Ministre qui a les routes et les voies hydrauliques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

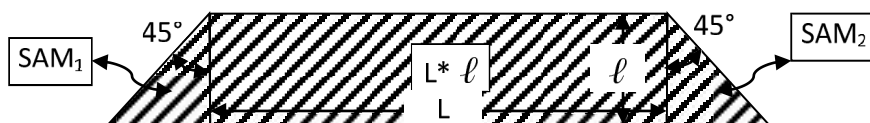
Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Tableau des redevances « Occupations du plan d'eau » - méthode de calcul.

1/ Schéma et définitions



- a) Superficie projetée $S_{proj} = (L * \ell) + SAM_1 + SAM_2$
 → Avec :
- L la longueur maximum du bateau et ℓ la largeur maximum du bateau
 - SAM_1 et SAM_2 les superficies de l'angle mort de 45° à la proue et à la poupe du bateau, et représentant la zone forfaitaire destinée aux amarres du bateau
- S_{proj} est la superficie d'occupation du plan d'eau
- b) Superficie à usage commercial S_c
 → S_c est la superficie du bateau utilisée pour l'activité commerciale
- c) Superficie à usage de logement S_{loge}
 → S_{loge} est la superficie du bateau utilisée pour le logement
- d) Superficie utilisable du bateau S_{util}
 → S_{util} est la superficie TOTALE UTILISABLE du bateau, avec $S_{util} = S_c + S_{loge}$

2/ Principe

La redevance est le produit du Tarif/m² et de la Surface projetée S_p

→ Redevance = tarif * S_p

Le tarif est :

- **Bateau hors usage commercial** : si 100% de la superficie à usage de logement
- **Bateau à usage commercial** : si 100% superficie à usage commercial
- **Bateau à usage mixte** : si l'occupation comprend de l'usage logement et commercial

Pour le tarif **Bateau à usage mixte** :

Tarif = S_c/S_{util} * Tarif Bateau à usage commercial + S_{loge}/S_{util} * Tarif Bateau hors usage commercial

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 21 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/10104]

21. DEZEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 3 § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

Aufgrund der am 7. Februar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1955 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund des am 4. September 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 61.965/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 9. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- Ziffer 7 wird durch die Wörter "mit Ausnahme der Unterhaltungs-, Sport- oder touristischen Veranstaltungen" ergänzt;

- er wird durch die Ziffern 8, 9, 10 und 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

8° Fischersteg: der Fischersteg und seine Zugangsinfrastruktur;

9° Anlegeplatz: der Anlegeplatz und seine Zugangsinfrastruktur;

10° Anlegestelle für Wasserfahrzeuge: die Anlegestelle des Wasserfahrzeugs und seine Zugangsinfrastruktur, einschließlich des Briefkastens;

11° Wasserfahrzeug mit doppeltem Verwendungszweck: das zu Wohn- und Gewerbebezwecken verwendete Wasserfahrzeug."

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2014, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

In Paragraph 5 Absatz 1 werden die Wörter "pro Antragsteller" zwischen die Wörter "Bearbeitungsgebühr" und "bei der Einreichung" eingefügt;

b) in Paragraph 5 wird Absatz 2 durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° die Kunstwerke und Gedenksteine";

c) in Paragraph 5 Absatz 3 wird der Satz "Wenn die Verwaltungsbehörde die Genehmigung mit einem Plan ausstattet, sind Verwaltungskosten für Kartenmaterial bei der Ausstellung des Scheins zu zahlen" durch den Satz "Bei der Ausstellung des Scheins sind Verwaltungskosten für Kartenmaterial zu zahlen" ersetzt;

d) er wird durch einen Paragraphen 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 16. Die für die kommerziellen Aktivitäten bestimmte Fläche des Wasserfahrzeugs bedarf einer ehrenwörtlichen Erklärung seitens des Erlaubnisinhabers und wird in m² festgelegt. Der Verwalter kann die Richtigkeit dieser Erklärung überprüfen".

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2014, vom 26. März 2015 und vom 12. Mai 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° im Rahmen von Aufträgen öffentlichen Interesses durch die öffentlichen Dienste, die Einrichtungen öffentlichen Interesses und deren Lieferanten ausgestellt worden sind";

b) Paragraph 1 wird durch eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° für Kunstwerke ausgestellt worden ist";

c) Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Die Gebühr wird jährlich entrichtet und ist nicht unterteilbar; wenn die Verwaltungsbehörde das von der Genehmigung betroffene Netz jedoch einem Dritten zur Verwaltung überlässt und Letzterer von denselben Erlaubnisinhabern für den gleichen Zeitraum Gebühren verlangt, ist die regionale Gebühr im Verhältnis zu den effektiv besetzten Monaten unterteilbar.

Sie gilt ab dem Datum, das in der Genehmigung angegeben ist.

Wenn die Genehmigung nach einer Frist von einem Jahr ab der Einreichung des Antrags nicht ausgestellt worden ist, obwohl der Antragsteller der Verwaltungsbehörde alle erforderlichen Unterlagen vorgelegt hat, sind die Gebühr in Bezug auf das Antragsjahr und gegebenenfalls die Gebühren in Bezug auf die vorhergehenden Jahre nicht zu zahlen“.

Art. 4 - In Artikel 6 § 6 Absatz 1 desselben Erlasses werden in der französischen Fassung die Wörter “Montant de la cautionnement” durch die Wörter “Montant du cautionnement” ersetzt.

Art. 5 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 7 - Im Falle einer Mahnung wegen Nichtzahlung ist ein Betrag von 15 Euro für Unkosten zu zahlen.

Wenn die Gebühr nicht innerhalb von dreißig Tagen nach dem in der Mahnung angegebenen Datum gezahlt wird, werden die geschuldeten Beträge unbeschadet des Rechts für die Wallonische Region, der Genehmigung ein Ende zu setzen, zwangsweise beigetrieben.“.

Art. 6 - Artikel 10 § 3 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Im Falle einer Aufgabe innerhalb des Monats der Fälligkeit der Gebühr, wird diese nicht geschuldet“.

Art. 7 - Im Anhang zu demselben Erlass, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2014 und vom 26. März 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Tabelle “Grundstückbesetzungen” wird durch Folgendes ersetzt:

| Grundstückbesetzungen | |
|--|---|
| land- oder forstwirtschaftlicher Art oder für die Fischzucht: Weiden, Grünland, Wälder, Laichplätze usw. | Katastereinkommen mal Pachtkoeffizient |
| Reklameschild: | |
| Fläche über alles von höchstens 15 m ² | 1000/Anschlagfläche |
| je zusätzlicher m ² | 100/Anschlagfläche |
| Firmenschilder | 500/Jahr |
| Lust- oder Ziergärten | 0,10/m ² /Jahr |
| Freizeit-/Sport-/Wasseraktivitäten | 0,10/m ² /Jahr |
| Kommerzielle Aktivitäten im Hotel- und Gaststättengewerbe | 10/m ² |
| Kommerzielle Aktivitäten mit Ausnahme des Hotel- und Gaststättengewerbes: | |
| - mit einer Fläche von höchstens 20 m ² | 20/m ² |
| - mit einer Fläche von über 20 m ² und höchstens 200 m ² | 400 für die ersten 20 m ² + 5/m ² für die folgenden |
| - mit einer Fläche von über 200 m ² | 1 300 für die ersten 200 m ² + 0,33/m ² für die folgenden |
| Hinweisschild | 62/Schild |
| Parkflächen | 1,25/m ² |
| Sonstige | 0,50/m ² |
| Werften | 0/m ² |

2° in der Tabelle “Verkehr auf den Dienstwegen” werden die Wörter “Verkehr von eingeschlossenen privaten Anwohnern, einschließlich der Schiffer” durch die Wörter “Verkehr der eingeschlossenen privaten Anwohner und ihrer Lieferanten, einschließlich der Schiffer” ersetzt;

3° in der Tabelle “Einleitungen” wird das Wort “Einleitungen” durch die Wörter “Einleitungen und Wasserentnahmen” ersetzt;

4° die Tabelle “Kanalisationen, Kabel, Leitungen (einschließlich vor den Einleitungen und nach den Wasserentnahmen)” wird durch Folgendes ersetzt:

| Kanalisationen, Kabel, Leitungen (einschließlich vor den Einleitungen und nach den Wasserentnahmen) (1) ** | |
|--|----------------------|
| Querleitungen | 1,00/ lauf. m |
| Längsleitungen (unterirdische oder Freiluftleitungen) | 0,25/ lauf. m |
| Wenn Ø > 1 m : | 2,5/lauf. m* (Ø + 3) |
| Schwere Bauten (Nebenanlagen) | 5,00/m2 |
| Kanalisationen, Kabel, Leitungen in/auf/unter Brücken und Überführungen, für die der Erlaubnisinhaber bereits über die Genehmigung verfügt | 0,00 |

5° in der Tabelle "Unterschiedliche Vorrichtungen: Schiffsbrücken, Landungsbrücken, Anlegestege, Fischerstege, Brücken, Überführungen, Treppen, Lade- und Löscheräte, Bahngleise, Benutzung der Kaimauern, Duckdalben, Fischerstege und Anlegerstege unter 2 m²", im Teil "Kaimauern" werden die Wörter "den Antragsteller" durch die Wörter "den Erlaubnisinhaber" und die Wörter "des Antragstellers" durch die Wörter "des Erlaubnisinhabers" ersetzt;

6° die Tabelle "Besetzung der Wasserfläche" wird durch Folgendes ersetzt:

| Besetzung der Wasserfläche | |
|--|--|
| Zu Wohnzwecken oder nicht gewerblichen Zwecken verwendete Wasserfahrzeuge – in einer von der Region ausgerüsteten Zone | 2/m ² |
| Zu Wohnzwecken oder nicht gewerblichen Zwecken verwendete Wasserfahrzeuge - in einer nicht von der Region ausgerüsteten Zone | 1,20/m ² |
| Gewerbliche Wasserfahrzeuge – in einer von der Region ausgerüsteten Zone | 10/m ² |
| Gewerbliche Wasserfahrzeuge – in einer nicht von der Region ausgerüsteten Zone | 8/m ² |
| Wasserfahrzeuge mit doppeltem Verwendungszweck – in einer von der Region ausgerüsteten Zone | $S_c/S_{util} * 10,00 + S_{loge}/S_{util} * 2,00/m^2$ |
| Wasserfahrzeuge mit doppeltem Verwendungszweck – in einer nicht von der Region ausgerüsteten Zone | $S_c/S_{util} * 8,00 + S_{loge}/S_{util} * 1,20/m^2$ |
| Momentan nicht benutzte Wasserfahrzeuge von Unternehmen | 1,50/m ² |
| "Wasserbahnhöfe" | 0,50/m ² |
| Besetzung oder Reservierung der Wasserfläche vor dem Anlegeplatz: | |
| Vergnügungsschiffe zwischen 5 und 10 m: | 50 |
| Vergnügungsschiffe zwischen 10 und 20 m: | 100 |
| Slalom piste | 0,10/m ² von der ersten bis zur letzten Boje. |

(Die Berechnungsformel für Wasserfahrzeuge mit doppeltem Verwendungszweck wird im Anhang des Erlasses angeführt)

7° die Tabelle "Minimale Gebühr" wird durch Folgendes ersetzt:

| | |
|--------------------------------------|----|
| Minimale Gebühr | |
| Minimale Gebühr pro Erlaubnisinhaber | 30 |

8° eine Tabelle mit der Überschrift "Gebühr, die auf die Genehmigungen für auf dem öffentlichen Eigentum zugelassene Unterhaltungsveranstaltungen anwendbar ist, für die regionale Bedienstete Dienstleistungen außerhalb der Arbeitsstunden erbringen" wird mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

| | |
|--|---------|
| Gebühr, die auf die Genehmigungen für auf dem öffentlichen Netz zugelassenen Unterhaltungsveranstaltungen anwendbar ist, für die regionale Bedienstete Dienstleistungen außerhalb der Arbeitsstunden erbringen | |
| Pauschalgebühr | 100/Tag |

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Anhang 2 eingefügt, der dem vorliegenden Erlass beigefügt wird.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen und Wasserstraßen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2017

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

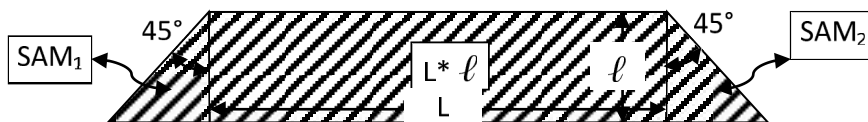
Anhang

Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2017 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Tabelle der Gebühren "Besetzung der Wasserfläche" – Berechnungsmethode.

1/ Schema und Definitionen



a) Projizierte Fläche $S_{proj} = (L * l) + SAM_1 + SAM_2$

→ Wobei:

- L die maximale Länge des Wasserfahrzeugs und l die maximale Breite des Wasserfahrzeugs darstellen
- SAM_1 und SAM_2 die Flächen des toten Winkels von 45° am Bug und am Heck des Wasserfahrzeugs sind und die für das Anlegen des Wasserfahrzeugs bestimmte Pauschalzone darstellen .

→ S_{proj} die Besetzungsfläche der Wasserfläche ist

b) Fläche zu Gewerbezwecken S_c

→ S_c stellt die Fläche des Wasserfahrzeugs dar, die für die kommerzielle Aktivität benutzt wird

c) Fläche zu Wohnzwecken S_{loge}

→ S_{loge} stellt die Fläche des Wasserfahrzeugs dar, die für Wohnzwecke benutzt wird

d) Nutzbare Fläche des Wasserfahrzeugs S_{util}

→ S_{util} stellt die GESAMTE NUTZBARE Fläche des Wasserfahrzeugs dar, wobei $S_{util} = S_c + S_{loge}$

2/ Grundsatz

Die Gebühr ist das Ergebnis des Tarifs/m² und der projizierten Fläche S_p

→ Gebühr = Tarif * S_p

Der Tarif ist:

- **Wasserfahrzeug ohne gewerbliche Nutzung:** wenn 100 % der Fläche zu Wohnzwecken dient
- **Wasserfahrzeug zu Gewerbezwecken:** wenn 100 % der Fläche zu Gewerbezwecken dient
- **Wasserfahrzeug mit doppeltem Verwendungszweck:** wenn die Besetzung Wohn- und Gewerbezwecke umfasst

Für den Tarif **Wasserfahrzeug mit doppeltem Verwendungszweck:**

Tarif = $S_c/S_{util} * \text{Tarif Wasserfahrzeug zu Gewerbezwecken} + S_{loge}/S_{util} * \text{Tarif}$

Wasserfahrzeug ohne gewerbliche Nutzung

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2017 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Dezember 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/10104]

21 DECEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel 3, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2017;

Gelet op het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.965/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 september 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- punt 7° wordt aangevuld met de woorden “met uitzondering van recreatieve, sport- of toeristische evenementen”;

- hetzelfde artikel wordt aangevuld met de punten 8°, 9°, 10° en 11° luidend als volgt :

« 8° visvloer : de visvloer en de toegangsinfrastructuur ervan;

9° laadplaats : de laadplaats en de toegangsinfrastructuur ervan;

10° stilleggen van een schip : het stilleggen van een schip en de toegangsinfrastructuur ervan, brievenbus inbegrepen;

11° schip voor gemengd gebruik : het schip gebruikt als woning en voor handelsdoeleinden. ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden “per aanvrager” ingevoegd tussen de woorden “opgeheven” en de woorden “wegens”;

b) in paragraaf 5 wordt het tweede lid aangevuld met een 4° punt, luidend als volgt:

« 4° voor kunstwerken en herinneringsmonumenten;

c) in paragraaf 5, derde lid, wordt de zin “Als de beherende overheid voor de vergunning in een plan voorziet, zijn beheerkosten voor de cartografische documenten verschuldigd, bij de afgifte van de titel.” vervangen door de zin “Beheerskosten voor kaartdocumenten zijn verschuldigd bij de afgifte van de vergunning”;

d) hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 16, luidend als volgt :

« § 16. De gebruikte oppervlakte van het schip voor handelsactiviteiten maakt het voorwerp uit van een verklaring op erewoord door de vergunninghouder en wordt uitgedrukt in m². De beheerder kan de juistheid van deze verklaring nagaan”.

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 januari 2014, 26 maart 2015 en 12 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

“2° in het kader van opdrachten van openbaar nut door openbare diensten, de instellingen van openbaar nut en hun leveranciers”;

b) paragraaf 1 wordt aangevuld met een 7° punt, luidend als volgt:

« 7° voor de kunstwerken »;

c) paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

« § 2. De heffing wordt jaarlijks geheven en is niet-opsplitsbaar; wanneer het beheer van het bij de vergunning betrokken domein door de beherende overheid aan een derde wordt overgedragen en wanneer laatstgenoemde heffingen invordert aan bedoelde vergunninghouders, voor dezelfde periode, kan de gewestelijke heffing evenwel worden opgesplitst naar rata van de werkelijke tewerkstellingsmaanden.

Ze begint te lopen op de datum dat in de vergunning wordt vermeld.

De heffing met betrekking tot het jaar van de aanvraag en, in voorkomend geval, deze van de vorige jaren, zijn niet verschuldigd als de vergunning binnen een jaar na de indiening van de aanvraag niet verstrekt is terwijl alle nodige documenten door de aanvrager aan de beherende overheid zijn overgemaakt”.

Art. 4. In artikel 6, § 6, eerste lid, van de Franse versie van hetzelfde besluit, worden de woorden “Montant de la cautionnement” vervangen door de woorden “Montant du cautionnement”.

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 7. Een bedrag van 15 euro is verschuldigd voor de kosten in geval van ingebrekestelling bij wanbetaling.

Als de heffing binnen de dertig dagen volgend op de datum die vermeld is in de ingebrekestelling niet betaald is, worden de verschuldigde bedragen geïnd door middel van een dwangsbrief onverminderd het recht voor het Waalse Gewest om een einde te maken aan de vergunning. ».

Art. 6. Artikel 10, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

“Bij afstand binnen de maand na de vervaldatum van de heffing, wordt ze niet verschuldigd”.

Art. 7. In de bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 januari 2014 en 26 maart 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tabel “Terreinbezettingen” wordt vervangen door wat volgt :

| Terreinbezettingen | |
|---|--|
| Landbouw, visteelt of bosbouw : weiden, grasland, bos, paaigebieden, enz. | Kadastraal inkomen vermenigvuldigd met de pachtcoëfficiënt |
| Reclamebord: | |
| - oppervlakte over alles gelijk aan of kleiner dan 15 m ² | 1000/aanplakzijde |
| - per bijkomende m ² | 1000/aanplakzijde |
| Uithangborden | 500/jaar |
| Siertuinen | 0,10/m ² /jaar |
| Recreatie-/sport-/watersportactiviteiten | 0,10/m ² /jaar |
| Handelsactiviteiten HORECA | 10/m ² |
| Handelsactiviteiten buiten HORECA : | |
| - oppervlakte kleiner dan of gelijk aan 20 m ² | 20/m ² |
| - oppervlakte kleiner dan 20 m ² en kleiner dan of gelijk aan 200 m ² | 400 voor de eerste 20 m ² + 5/m ² daarboven |
| - oppervlakte van meer dan 200 m ² | 1300 voor de eerste 200 m ² + 0,33/m ² daarboven |
| Aanwijzingsbord | 62/bord |
| Parkeerplaatsen | 1,25/m ² |
| Andere | 0,50/m ² |
| Scheepswerven | 0/m ² |

2° in de tabel “Verkeer op de dienstwegen”, worden de woorden “Verkeer van de particuliere ingesloten omwonenden met inbegrip van binnenschippers” vervangen door de woorden “Verkeer van de particuliere ingesloten omwonenden en hun leveranciers met inbegrip van binnenschippers”;

3° in de tabel “Lozingen”, wordt het woord “Lozingen” vervangen door de woorden “Lozingen en winplaatsen van water”;

4° de tabel met betrekking tot “Waterleidingen, kabels, leidingen (met inbegrip van de lozingen stroomopwaarts en de wateropneming stroomafwaarts)”, wordt vervangen door wat volgt :

| Waterleidingen, kabels, leidingen (met inbegrip van de lozingen stroomopwaarts en de wateropneming stroomafwaarts) (1) ** | |
|---|---------------------|
| Dwarsleidingen | 1,00/lopende m |
| Leidingen in de lengte (ondergronds of bovengronds) | 0,25/lopende m |
| indien Ø > 1 m: | 2,5/mct* (Ø + 3) |
| Zware bouwwerken (bijkomende uitrusting) | 5,00/m ² |
| Waterleidingen, kabels en leidingen in/op/onder de bruggen en loopbruggen toegankelijk voor de vergunninghouder. | 0,00 |

5° in de tabel « Diverse installaties : pontons, aanlegsteigers, laadplaatsen, visvloeren, brug, loopbruggen, trappen, laad- losapparatuur, spoorwegen, bezetting van kademuur, "Ducs d'Albe", in het gedeelte "Kademuren" van de Franse versie, worden de woorden "l'impétrant" vervangen door de woorden "le permissionnaire" en de woorden "de l'impétrant" worden vervangen door de woorden "du permissionnaire";

6° de tabel "Bezettingen van de wateroppervlakte" wordt vervangen door wat volgt :

| Bezettingen van de wateroppervlakte | |
|--|---|
| Schepen gebruikt als woning en voor handelsdoeleinden – in uitgerust gebied door het Gewest | 2/m ² |
| Schepen gebruikt als woning en voor handelsdoeleinden – in niet-uitgerust gebied door het Gewest | 1,20/m ² |
| Handelsschepen – in uitgerust gebied door het Gewest | 10/m ² |
| Handelsschepen – in niet-uitgerust gebied door het Gewest | 8/m ² |
| Schepen voor gemengd gebruik – in uitgerust gebied door het Gewest | $S_c/S_{util} * 10,00 + S_{loge}/S_{util} * 2,00/m^2$ |
| Schepen voor gemengd gebruik – in niet-uitgerust gebied door het Gewest | $S_c/S_{util} * 8,00 + S_{loge}/S_{util} * 1,20/m^2$ |
| Ondernemersschepen en momenteel zonder gebruik | 1,50/m ² |
| Waterstations | 0,50/m ² |
| Bezetting of boeking van de wateroppervlakte vóór de laadplaats: | |
| Pleziervaartuigen van 0 tot 10 m : | 50 |
| Pleziervaartuigen van 10 tot 20 m : | 100 |
| Slalombaan 0,10/m ² van de eerste tot de laatste boei. | |

(Berekeningsformule voor de schepen voor gemengd gebruik vermeld in bijlage bij het besluit)

7° de tabel "Minimale heffing" wordt vervangen door wat volgt :

| | |
|---------------------------------------|----|
| Minimale heffing | |
| Minimumheffingen per vergunninghouder | 30 |

8° er wordt een tabel toegevoegd, luidend als volgt : "Heffing die toepasselijk is op vergunningen voor recreatieve evenementen toegelaten op het openbare domein waarvoor gewestelijke personeelsleden prestaties verrichten buiten de werktijden" :

| Heffing die toepasselijk is op vergunningen voor recreatieve evenementen toegelaten op het openbare domein waarvoor gewestelijke personeelsleden prestaties verrichten buiten de werktijden | |
|---|----------|
| Forfaitaire heffing | 100/jour |

Art. 8. In hetzelfde besluit, wordt een bijlage 2 toegevoegd, die als bijlage bij dit besluit gaat.

Art. 9. De Minister van Wegen en Waterwegen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

Overzicht van de heffingen « Bezettingen van de wateroppervlakte » - berekeningsmethode.

1/ Schema en begripschrijvingen



- a) Overwogen oppervlakte $S_{proj} = (L * \ell) + SAM_1 + SAM_2$
 → Met :
- L de maximale lengte van het schip en ℓ de maximale breedte van het schip
 - SAM_1 en SAM_2 de oppervlaktes van de dode hoek van 45° op de boeg en op de achtersteven van het schip, en die de forfaitaire zone vertegenwoordigen voor de trossen van het schip
- S_{proj} is de bezettingsoppervlakte van de wateroppervlakte
- b) Oppervlakte voor handelsdoeleinden S_c
 → S_c is de oppervlakte van het schip gebruikt voor handelsdoeleinden
- c) Oppervlakte gebruikt als woning S_{loge}
 → S_{loge} is de oppervlakte van het schip gebruikt als woning
- d) Bruikbare oppervlakte van het schip S_{util}
 → S_{util} is de TOTALE BRUIKBARE oppervlakte van het schip, met $S_{util} = S_c + S_{loge}$

2/ Beginsel

De heffing is de opbrengst van het Tarief/m² met de Overwogen oppervlakte S_p

→ Heffing = tarief * S_p

Het tarief is :

- **Schip zonder handelsdoeleinde** : indien 100% van de oppervlakte wordt gebruikt als woning
- **Handelsschip** : indien 100% van de oppervlakte voor handelsdoeleinden
- **Schip voor gemengd gebruik** : als de oppervlakte van het schip wordt gebruikt als woning en voor handelsdoeleinden

Voor het tarief **Schip voor gemengd gebruik** :

Tarief = $S_c/S_{util} * \text{Tarief Handelsschip} + S_{loge}/S_{util} * \text{Schip zonder handelsdoeleinde}$

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2017 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Namen, 21 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO